

in prima linea huius publici instrumenti declaratis. Constat de correctis in XIII^a linea videntur, XIII^a factis, XX^a vel, XXI^a aut suis, XXII^a N, XXVIII^a parte nisi, XXXXVII^a et, XXXXVIII^a civitatis Ianue vel ripariarum aut locorum vicinorum pedites mille et galeas decem. Si bellum fieret in partibus Sirie vel Orientis ubi viderentur parare classem prefatus serenissimus dominus rex tunc obligatus sit ad dimidiam classis et navium, L^a quas Ianuenses et in eadem prefati serenissimi ac, LXII^a ac in suo puro sensu et intellectu.

NOTE

(1) Flisco: nel testo Fisco (2) videntur: riscritto su carta abrasa. (3) factis: riscritto su carta abrasa. (4) Guasto per lacerazione. Integrato da minuta. (5) Nel margine sinistro: Amici pro amicis (6) Nel margine sinistro: Mutua defensio (7) Nel margine destro: De exceptuatis (8) Estensi: nel testo stensi (9) vel: riscritto su carta abrasa (10) aut suis: riscritto su carta abrasa. (11) N. riscritto su carta abrasa (12) Nel margine destro: De regibus Castelle et Portugalie (13) Nel margine sinistro: De colligatis et recomendatis nominandis (14) partem nisi: riscritto su carta abrasa. (15) Nel margine destro: De terminis partium ad bellum movendum (16) Nel margine sinistro: De stipendio lancearum et peditum (17) Nel margine destro: De non suscipiendo bina bella (18) Nel margine sinistro: De restauratione habenda in pace (19) Nel margine destro: X. De non recipiendis rebellibus (20) et: riscritto su carta abrasa. (21) Nel margine sinistro: XI. De particularibus subsidii (22) civitatis - navium: riscritto su carta abrasa. (23) quas Ianuensis: riscritto su carta abrasa. (24) prefati serenissimi: riscritto su carta abrasa. (25) Nel margine sinistro: XII. De classe fienda (26) cassem: così nel testo per classem (27) Nel margine sinistro: XIII. De acquisitionibus in bellis (28) Nel margine destro: XIII. Qui sit status partium (29) Nel margine destro: XV. De relaxatione captivorum (30) in suo puro - intellectu: riscritto su carta abrasa. (31) Nel margine destro: De confirmatione pacis

JACQUES PAVIOT

OLIVIERO MARUFFO ET LA COUR DE BOURGOGNE

Le rôle des Italiens dans les cours royales ou princières du Nord des Alpes n'a pour l'instant été l'objet d'aucune étude de synthèse, qu'il est peut-être d'ailleurs trop tôt de tenter. À la cour de Bourgogne est assez bien connu le rôle des Lucquois Dino Rapondi sous Philippe le Hardi et Jean sans Peur, Giovanni Arnolfini sous Philippe le Bon, du Florentin Tommaso Portinari et du condottiere Campobasso sous Charles le Téméraire. Ici, nous voulons évoquer le Génois Oliviero Maruffo, peu connu mais qui n'en a pas moins joué un certain rôle auprès du duc Philippe le Bon, tout en ayant entre-temps exercé diverses fonctions dans et au service de sa patrie ⁽¹⁾.

La famille Maruffo est encore aujourd'hui connue à Gênes, son nom étant rappelé par une *piazzetta* et le palais Maruffo-Fieschi. Les études et les documents publiés ⁽²⁾ indiquent qu'aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles les membres de la famille Maruffo ont été présents, comme marchands, patrons de navires et agents de la République, partout où s'est manifestée l'activité génoise. Ainsi, en 1386, Niccolò Maruffo était consul à la Tana. Entre 1394 et 1408, à Chio, on a compté six Maruffo sur les 349 Génois. En 1395, Gianotto Maruffo transporta 18000 cantares d'alun de Roumanie en Flandre. En 1404, Merualdo Maruffo était nommé par Boucicaut châtelain de Chio. Cette même année, *Anthonius Marruffus Raffaelis* faisait partie du Conseil des Anciens. Dans le premier tiers du XV^{ème} siècle, Andaro, Brancaleone et Gaspare Maruffo participaient à des sociétés d'assurance maritime entre la Roumanie, le royaume de Grenade, l'Angleterre et la Flandre. En 1412 Agostino Maruffo était un des propriétaires d'un navire devant rapporter des marchandises de Londres à Gênes, tandis qu'entre 1412 et 1419 Cristoforo Maruffo, patron de navire, transportait notamment de la guède entre Gênes et l'Écluse.

Originaire de ce milieu, Oliviero Maruffo est mentionné pour la première fois à Bruges, comme marchand résident génois, le 8 février 1404, alors que la ville, dans une opération financière, lui avait acheté des marchandises à terme pour les revendre immédiatement au comptant. Plus tard, le 30 juin 1411, il avança plus simplement

de l'argent à la ville, sur une lettre de change d'un montant de 628 £ 10 s ⁽³⁾. Les documents notariés génois montrent qu'entre 1410 et 1412 il semble avoir été responsable du chargement des marchandises à bord des navires génois à l'Écluse, l'avant-port de Bruges. En 1412, il apparaît avoir été mêlé à une vente de tapisseries d'Arras à Londres ⁽⁴⁾. C'est à cette époque qu'il entra en contact avec la cour de Bourgogne et le duc Jean sans Peur. En 1410 ou auparavant, il prêta en effet à ce dernier la somme de 2300 écus ^(4bis), que le duc ordonna lui être remboursée sur ce que les sujets du prince-évêque de Liège lui devaient et que Maruffo dut aller chercher. Aussi, quatre ans plus tard, le 14 octobre 1414, le duc l'en dédommagea par un don de cinquante livres: «A Olivier Maroufle, demourant à Bruges, la somme de 1 £ de xxx gros dicte nouvelle monnoie de Flandres la livre; en quoy mondit seigneur estoit tenu à lui et qu'il avoit paie de ses propres deniers pour les fraiz d'avoir envoyé, en l'an mil cccc x, de la ville de Bruges ou pays de Liege, querir la somme de ij^m iij^c escus que mondit seigneur lui avoit fait assigner sur l'argent que lesdis de Liege devoient à mondit seigneur et que icellui monseigneur devoit audit Olivier pour cause de prest à lui fait à ses besoins. Comme apparoir puet plainement par les lettres de mondit seigneur sur ce faictes et données en la ville de Cambray le xiiij^{ème} jour d'octobre l'an mil iij^c xiiij ...» ⁽⁵⁾. On peut supposer que ce prêt lui attira la faveur ducale puisqu'il lui fut remboursé, le même jour, une amende de quarante livres à laquelle il avait été condamné par le bailli de l'eau (l'officier chargé de la police du port) de l'Écluse, peut-être en liaison avec sa responsabilité d'embarquement des marchandises: «A Olivier Maroffle, marchant demourant à Bruges, la somme de xl £ de xxx gros nouvelle monnoie de Flandres la livre, laquelle mondit seigneur, par ses lettres sur ce faictes et données à Cambray le xiiij^{ème} jour dudit mois d'octobre l'an dessusdit [1414] ... lui a donné pour paier une amende en quoy il avoit esté condempné par le bailli de l'eau à l'Escluse à cause de certain cas advenu ou fait de sa marchandise sur le port dudit lieu de l'Escluse...» ⁽⁶⁾.

Ce n'est que neuf ans plus tard, en 1423, que l'on possède une nouvelle mention de Maruffo, mais à Chio, en tant que podestat et gouverneur de la cité et de l'île ⁽⁷⁾. En 1425, il était de retour à Gênes, car, selon l'historien Agostino Giustiniani, il fut l'un des quatorze Génois que Filippo Maria Visconti prit comme otages à la mi-juillet de cette année, en prévention de la guerre contre Milan. Certains furent libérés dès la fin de l'année ⁽⁸⁾. Cela a peut-être été le cas de Maruffo puisqu'il se trouvait à la cour du duc Philippe

le Bon en 1427. Nous ne savons comment se sont formés les liens entre le fils de Jean sans Peur et le marchand génois, mais le premier avait une certaine confiance dans le second comme Maruffo fut alors chargé de la conduite et de la dépense d'une ambassade dirigée par l'évêque de Soissons et du noble bourguignon Lourdin de Saligny et qui avait pour mission de demander au roi Alphonse d'Aragon la main d'Isabelle d'Urgel pour Philippe le Bon, qui se trouvait pour la seconde fois veuf et sans héritier. Avant le départ, Maruffo reçut une indemnité personnelle de quatre francs par jour pour quatre mois (juillet à octobre), soit la valeur de 384 £ (les taux d'indemnité des autres membres de l'ambassade étaient les suivants: l'évêque de Soissons, 10 fr/jour; Lourdin de Saligny, 12 fr/jour; André de Thoulangeon, 6 fr/jour; le juriste Jean de Terrant, 4 fr/jour; le secrétaire Jean Hibert, 3 fr/jour; l'écuyer Jean de Baissey, 3 fr/jour; et le messenger Jean des Marez (Desmarez), dit le Coureur, 1 fr/jour ⁽⁹⁾). L'ambassade dura deux cent dix-huit jours, du 1^{er} juillet 1427 au 15 février 1428 ⁽¹⁰⁾, et les frais «extraordinaires» se montèrent à la somme de 2266 écus d'or, tous avancés par Maruffo ⁽¹¹⁾. L'itinéraire qu'elle a suivi reflète la situation géopolitique de l'époque et le fait qu'elle a été conduite par un Génois. Avant même le départ, un messenger fut envoyé à Gênes pour y fréter une nave en vue de transporter les ambassadeurs de Nice à Valence. Partie de Flandre, l'ambassade se rendit à Paris pour y rencontrer le duc de Bedford, régent de France pour son neveu le roi d'Angleterre et beau-frère de Philippe le Bon, puis, par la Champagne et la Bourgogne, rejoignit les terres du duc de Savoie à Bourg-en-Bresse d'où fut envoyé un messenger à Valence pour annoncer sa venue. Arrivés à Nice, les Bourguignons furent emmenés à Villefranche pour voir la nave de Filippo Grimaldi et marché fut fait avec ce dernier sur le fret: 1100 florins de Gênes pour l'aller, 1300 florins pour le retour. À la suite du séjour à Valence où rien ne fut conclu, le roi d'Aragon adjoignit à l'ambassade le gouverneur de l'île d'Ibiza pour permettre au patron de la nave de charger du sel avant tout autre navire. Pendant ce voyage, à la suite d'une tempête, du manque de nourriture et d'un débarquement à Minorque demandé par les passagers, les Bourguignons eurent quelques démêlés avec ce dernier qui les obligea à lui payer 400 florins de plus. Finalement ils arrivèrent à Savone le 12 janvier 1428 et rentrèrent en Flandre par la voie de terre. Au retour, Maruffo reçut le reste de l'indemnité journalière qui lui était due et, à cette occasion, est indiquée la raison de son choix pour conduire l'ambassade: «A Olivier Marouffle, marchant de Gennes demourant à Bruges, qui avec les

dessusdis [L. de Saligny etc.] a samblablement esté et vacqué en ladite ambaxade par ij^c xvij jours, tant pour les aydier à convoyer pour ce qu'il est dudit pays d'Arragon, comme pour faire les finances et frais que pour ladite ambaxade seroient neccessaires à faire, ... pour la reste de sondit voyaige qui montent à vj^{xx} viij jours, au pris de iij fr que pour chascun d'iceulx mondit seigneur lui a samblablement tauxé et ordonné prendre et avoir de lui, valent ... iij^c xlij £ viij s»⁽¹²⁾. La mention «pour ce qu'il est dudit pays d'Arragon» indiquerait que soit Maruffo y était né, soit y avait passé sa jeunesse, ou même y avait vécu par exemple entre 1415 et 1423. Maruffo rendit aussi le compte des dépenses extraordinaires de l'ambassade dont il fut remboursé⁽¹³⁾; comme à ce moment-là il est signalé comme conseiller, le duc a dû l'élever à cette charge à son retour. Enfin Philippe le Bon lui fit un don de trois cent quinze livres «pour consideracion de ses services comme en recompensacion des frais extraordinaires qu'il lui a convenu faire et soustenir ou voyaige par lui fait avec lesdis ambaxadeurs oudit pays d'Arragon»⁽¹⁴⁾.

Le 7 janvier 1430, Philippe le Bon épousait, en troisièmes noces, l'infante Isabelle de Portugal. Dans l'ordonnance de l'hôtel de la duchesse, édictée le 5 février 1430, le duc nomma Maruffo responsable des finances - jusqu'à présent une charge qui n'était pas confiée à un étranger - et il eut droit à trois chevaux, deux valets et une indemnité supplémentaire annuelle de cent francs : «Olivier Marouffle, maistre de la chambre aux deniers et des finances ou gouverneur de la despense ordinaire et extraordinaire de madicte dame, à trois chevaulx à gaiges ou livrée et deux varlez ... Item ledit Olivier Marouffle aura chascun an pareillement en outre ses gaiges ou livrée dessus dictes, C fr»⁽¹⁵⁾. Maruffo dut alors abandonner sa profession de marchand puisque par la suite il n'est plus cité comme tel. Les registres des comptes ducaux pour les années 1431 et 1432 le font apparaître dans quelques unes de ses opérations. En 1431, le duc Philippe le Bon lui donna un cheval pour remplacer celui qu'il lui avait pris pour le donner au fils du duc de Clèves; il lui fit délivrer trois pièces de damas fin vert pour la duchesse, et sept pièces et six aunes de drap de damas fin pour la chambre de la duchesse; il lui acheta seize aunes de velours pour faire un habit; il lui donna quarante-cinq livres pour s'acheter un cheval; enfin, le 21 juin, il lui fit un don de trois cents francs⁽¹⁶⁾. Cette année-là, la famille Maruffo devient créancière de Philippe le Bon. En effet, Oliviero arrangea la mise en gage, auprès de son frère «Jaspar» (Gaspere), aussi marchand résident à Bruges, d'une

«riche fleur de lis» pour la somme de 36000 £ qui fut avancée le 1^{er} août⁽¹⁷⁾. En 1432, le duc le remboursa de la somme de 172 £ 10 s qu'il avait avancée pour les dépenses de l'hôtel et d'une autre somme de 247 £ 16 s pour du drap de velours pour faire des habits pour lui-même et la duchesse⁽¹⁸⁾.

Cependant Oliviero Maruffo n'occupa pas longtemps ces fonctions, bien que son successeur ne fût nommé que le 6 février 1437⁽¹⁹⁾. Dès 1434, il était à Genève, en compagnie d'un autre conseiller du duc, Philippe Andrenet, pour y récupérer des bijoux donnés en gage au marchand milanais Guilelmo de Marliano. De cette place (ou peut-être de Milan), Maruffo envoya en don au duc «ung cheval et ung harnoiz de guerre couvert de drap d'or». Pour le remercier -et l'en dédommager-, ainsi que du prêt arrangé avec Gaspere Maruffo, Philippe le Bon lui accorda un don de mille livres⁽²⁰⁾. Le 29 décembre 1434, le duc envoyait un messenger vers le duc de Milan «et aussi à Gennes devers Olivier Marouffle pour aucunes des affaires de mondit seigneur»⁽²¹⁾; s'agissait-il du différent avec Guilelmo de Marliano?

En 1439, Oliviero Maruffo se trouvait toujours à Gênes où il fut, en compagnie de Gaspere Gentile, un des commis génois pour négocier un traité (signé le 1^{er} avril) avec l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem. Comme le représentant de ce dernier était Foucault de Rochechouart, que Maruffo avait pu rencontrer à la cour de Bourgogne, on peut penser que les tractations ont pu plus facilement aboutir⁽²²⁾. Peu après, Oliviero Maruffo partit pour l'Orient puisqu'il est cité comme consul à Caffa pour les années 1439 à 1441⁽²³⁾. Cette dernière année, il se trouva dans la petite flotte -dont il devint le capitaine- partie de Chio pour revenir à Gênes et qui livra un combat dans le port de Rhodes⁽²⁴⁾.

En janvier 1443, la République génoise le chargeait de communiquer une lettre au duc de Bourgogne, qui semble cependant ne pas être arrivée à destination⁽²⁵⁾. Durant le reste de l'année, notamment en mai, il agissait comme intermédiaire pour les Bourguignons basés à Nice et à Villefranche, dans les terres du duc de Savoie, et qui équipaient une partie de la petite flotte que Philippe le Bon s'appropriait à envoyer, avec d'autres forces chrétiennes, en secours à l'empereur de Constantinople contre les Turcs⁽²⁶⁾. À ce propos, le doge Raffaele Adorno, qui avait reçu Maruffo en audience, écrivit, le 8 octobre, au duc et à la duchesse de Bourgogne pour les remercier des bienfaits accordés aux Génois établis en Flandre, en échange desquels Philippe le Bon et Isabelle pouvaient s'attendre à une attitude coopérative de la part de Gênes. Dans les deux lettres

est cité le nom de Maruffo, et dans une seulement, celui du Lucquois Tommaso Narducci qui était un des banquiers qui finançaient l'expédition bourguignonne ⁽²⁷⁾ [doc. I et II].

L'année suivante, de nouveau au service de sa patrie, Maruffo partit en ambassade à Florence et Venise, pour laquelle il reçut ses instructions le 26 mai 1444 ⁽²⁸⁾. Le motif de cette ambassade était la situation en Italie et les relations avec le duc de Milan. Cependant, alors qu'il se trouvait auprès de la Sérénissime République, Maruffo évoqua les intérêts du duc de Bourgogne: les Vénitiens lui répondirent qu'ils accepteraient que Philippe le Bon devînt roi d'Italie et que, dans ce cas, ils lui feraient hommage ⁽²⁹⁾.

En 1445, Maruffo était de retour auprès de Philippe le Bon, mais, le 23 octobre, ce dernier le renvoyait en ambassade en compagnie du juriste Raimundo de Marliano en Italie, pour laquelle ils reçurent une avance de soixante-douze livres: «A messire Remon de Marlyen, docteur en loiz, et Olivier Marouffle conseillers de mondit seigneur le duc, la somme de sept vins quatre livres de xl gros monnoye de Flandres la livre; c'est assavoir audit messire Remon, pour le xxij^{ème} jour d'octobre l'an mil CCCC xlv et de la ville de Bruges, estre alé par le commandement et ordonnance de mondit seigneur avec ledit Olivier Marouffle par delà les mons en aucuns lieux pour certaines matieres secretes touchans les affaires d'icellui seigneur et dont il ne veult autre declaracion estre faicte, lxxij £; et audit Olivier Marouffle, pour ledit jour, dudit lieu et pour semblable cause aler oudit voiaige avec ledit messire Remon, lxxij £» ⁽³⁰⁾. Grâce à un document des archives milanaïses publié par l'historien belge Armand Grunzweig en 1932, l'objet de cette ambassade est connu ⁽³¹⁾. Bien que devenu sujet du duc de Bourgogne et occupant la chaire de droit de l'université de Dole, Raimundo de Marliano avait été nommé par Filippo Maria Visconti ambassadeur auprès de Philippe le Bon, en cette même année 1445, notamment pour discuter du recouvrement d'Asti par le duc Charles d'Orleans. Il avait d'abord été auprès de la duchesse Isabelle à la conférence franco-bourguignonne de Châlons-sur-Marne en juin et juillet 1445, et c'est elle qui, rentrée aux Pays-Bas, proposa que Philippe le Bon apportât son aide à Visconti si ce dernier l'aidait à acquérir Gênes pour son fils, le jeune comte de Charolais alors âgé de douze ans. La duchesse avait demandé à Marliano de rédiger un projet qui fut soumis au duc qui demanda alors l'avis de son tout-puissant chancelier, Nicolas Rolin. Agréé, ce projet fut repris dans les instructions délivrées aux deux ambassadeurs désignés pour se rendre auprès de Filippo Maria Visconti, Raimundo de Marliano et Oliviero Maruffo. Pourquoi

Maruffo? Il pouvait sembler le personnage idéal pour une telle mission: il avait effectué plusieurs missions pour le duc, s'était occupé de ses intérêts à Gênes et avait été proche de la duchesse. D'autre part il avait exercé des fonctions publiques à Gênes. Enfin peut-être était-il revenu auprès du duc après les déclarations des Vénitiens de l'accepter comme roi d'Italie. Ainsi Gênes pouvait avoir deux attraits pour Philippe le Bon: le point de départ d'une conquête de l'Italie, et une base navale méditerranéenne d'où il pût lancer l'expédition contre les Infidèles dont il a rêvé toute sa vie. De son côté, Maruffo pouvait souhaiter une présence bourguignonne qui fit contrepoids à la menace de Visconti. Mais ce sont des suppositions. Qu'advint-il? Après l'arrivée et la réception des ambassadeurs à Milan, Raimundo de Marliano rédigea anonymement un rapport sur les motifs de leur mission en plaidant pour les intérêts du duc de Milan et non pour ceux du duc de Bourgogne. La réponse suggérée par Marliano à Visconti de donner à Philippe le Bon fut que ce dernier demandât le consentement du roi de France qui avait plus de droits que lui sur Gênes à une telle acquisition. C'était ainsi reporter *sine die* un tel projet, dont plus rien n'a transpiré par la suite.

Pendant ce temps, durant l'hiver 1445-1446, Giacomo Maruffo, fils d'Oliviero, lui-même marchand résidant à Bruges, signait -au nom de son père- un accord avec le duc de Bourgogne dans le but d'aller chercher à Constantinople la grande nave qui y était restée depuis la croisade de l'année précédente, de la désengager des diverses dettes qui y étaient attachées et de la ramener en Flandre ainsi que les riches vêtements et la vaisselle d'argent de Waleran de Wavrin, le chef bourguignon de l'expédition, qui avaient été donnés en gage pour payer les réparations du navire: «A Jaques Marouffle, marchand resident à Bruges, filz de Olivier Marrouffle conseiller de mondit seigneur, la somme de deux mille ducas de cinquante deux gros demy monnoye de Flandres piece, en une lettre de change levée par Bernart de Camby, aussi marchand resident audit Bruges, pour icelle somme estre delivrée au lieu de Jhennes à Fautrey Hollet, commis par mondit seigneur à tenir le compte de sa grant nave estant en Pere au port de Constantinoble, pour illec estre convertie es affaires et deffrayement de ladicte nave ... ij^m ducas de lij gros demi valent ij^m vj^c xxv £ de xl gros». Dans la marge du registre, on peut aussi lire: «Avec vidimus d'unnes lettres pattentes de mondit seigneur de certain traité fait pour ledit deffrayement de ladicte nave, lettres dudit Jacques Marouffle d'avoir fait ledit traité ou nom de son pere, ensemble ratifficacion sur ledit traité d'icellui son pere. Avec lettres de recepte dudit Jaques Marouffle faicte le xij^{ème} jour

de fevrier m. iiii^c. xlv [1446 n.st.] d'une lettre de change montant à ladicte somme de ij^m ducas par laquelle lettre ledit Jacques promet baillier ou faire avoir lettre de recepte de Fatret Hollet pour en faire recepte et despense au proffit de mondit seigneur»⁽³²⁾. À côté de ces deux mille ducats avancés à Giacomo Maruffo pour son père Oliviero sous la forme d'une lettre de change -gagée en fait sur des joyaux du duc-, Philippe le Bon fit délivrer aux Maruffo trois mille ducats sur la place de Bruges et encore deux mille ducats à faire valoir sur le «banc» de Tommaso Spinula à Péra; cette dernière somme fut confiée à un autre fils d'Oliviero, Marco, qui la déposa chez Spinula. Si en mai 1446, Oliviero Maruffo était encore à Gênes⁽³³⁾, durant l'été il était auprès de Philippe le Bon qui lui accorda «la somme de soixante salus d'or, du pris de xlvj groz et demy monnoie royal chascun salut ... pour don à lui fait par icellui seigneur à son derrain partement de ses pays de Bourgoigne pour lui aidier à avoir par achat ung mulet ... par mandement de mondit seigneur donné le x^{ème} jour d'aoust l'an mil iiii^c. xlvj»⁽³⁴⁾; on peut penser qu'il revint pour la question de la grande nave. Le clerc chargé de la dépense de la nave, Fâtret Hollet, revint effectivement de Constantinople auprès du duc dans l'année 1447⁽³⁵⁾. Mais, comme à Gênes il n'avait pas reçu les deux mille ducats de la part de Giacomo Maruffo, les 14, 18 et 27 novembre 1447, des messagers furent envoyés de Bruxelles «[le 14] porter lettres closes de par mondit seigneur audit receveur general estant à Bruges et aux escoutette et loy dudit lieu, par lesquelles mondit seigneur leur mande faire arrester tous les biens qu'ilz trouveront appartenir à Jaques Marouffle, marchant de Gennes, pour la seureté d'aucuns joyaulx que mondit seigneur lui avoit fait delivré pour sur iceulx faire finance, lequel Jaques a rompu son fait et s'en est allé de ladicte ville de Bruges», «[le 27] porter lettres closes de par mondit seigneur à l'escoutette de Bruges touchant le fait de Jaques Marroufle, à cause de certains joyaulx de mondit seigneur estans en ses mains, lesquels lui ont nagaires esté baillez par certain traictié et en gaigne pour ramener par-deça la grant nave de mondit seigneur»⁽³⁶⁾. Fâtret Hollet fut alors renvoyé vers la nave à Péra où il arriva le 7 août 1448.

Malgré la malversation de son fils Giacomo, Oliviero Maruffo ne s'occupa pas tout de suite des affaires de la nave bourguignonne. Au début de 1448, il était à Gênes. En février, il était occupé par un différend avec quatre représentants des «parties orientales»⁽³⁷⁾. En mars et avril, il fit partie d'un comité de quatre officiels chargés des relations avec le roi de Grenade, notamment d'une imposition

sur les marchandises venant de et envoyées dans ce royaume pour financer l'ambassade génoise que devait mener Gaspare Maruffo, le propre frère d'Oliviero⁽³⁸⁾. Ce n'est qu'en août de l'année suivante qu'il arriva à Constantinople, puisque le 25 Fâtret Hollet quittait le bâtiment; auparavant ce dernier avait accompli un de ses derniers actes comptables en faisant recette, des mains d'Oliviero Maruffo, de la somme de 10088 perpres 3 carats⁽³⁹⁾, qui équivalaient à trois perpres le ducat, selon un compte de 1447⁽⁴⁰⁾ - à seulement 3362 ducats. À cette occasion le capitaine, le Portugais Martin Afonso de Oliveira remit à Oliviero Maruffo la nave avec son grément et son armement, le tout étant consigné dans un inventaire, ainsi que toutes les dettes et obligations qui y étaient attachées et qui étaient estimées pouvoir monter jusqu'à onze mille ducats. Oliviero Maruffo semble être venu avec deux de ses fils, Marco et Agostino, et le second fut nommé par son père patron, gouverneur et pilote de la nave. Leur première tâche fut de libérer le bâtiment de ses dettes. Contrairement aux termes du contrat passé avec Philippe le Bon, les bombardes, qui devaient aussi être ramenées en Flandre, ainsi que des parties du grément et de l'équipement furent vendues à cet effet, sans pouvoir toutefois rembourser tous les créiteurs. Après ces opérations, les Maruffo partirent pour Chio -de nouveau contre les termes du contrat- où ils furent en janvier 1450 et où Olivero nolis la nave à des marchands catalans pour les conduire, avec leurs marchandises, à Savone, Majorque puis l'Écluse en Flandre (tous les bénéfices du voyage devaient, selon le contrat, rester au Génois). De Chio, Oliviero Maruffo écrivit aussi au duc que la nave était en bon état et était belle à voir. Mais le voyage s'arrêta quatre mois plus tard à Gênes, escale non prévue. Là, Agostino Maruffo, jugeant la nave prête à sombrer, la fit démolir et vendre le restant du grément et de son équipement. De son côté, Oliviero, craignant peut-être déjà des représailles ou une action du duc de Bourgogne contre lui, se fit délivrer, le 22 mai 1450, un sauf-conduit par le doge Lodovico de Campofregoso⁽⁴¹⁾.

La réponse bourguignonne fut assez lente. Fâtret Hollet était arrivé vers le duc le 10 janvier 1450 et il passa plus de vingt-trois mois, jusqu'à la fin de janvier 1452, avec des officiers ducaux à étudier le compte de la nave qu'avait rendu Maruffo. Le 23 mars 1452, de Bruxelles, le duc Philippe le Bon adressait une lettre au doge et au conseil des Anciens de Gênes demandant justice contre Maruffo. Cette lettre fut apportée à Gênes par deux envoyés ducaux, Martin Afonso de Oliveira, l'ancien capitaine de la nave, et Mathelin Taget qui furent reçus en audience le 12 mai, ainsi que Marco et

Agostino Maruffo; finalement il fut décidé qu'une commission de deux membres (Niccolò Giustiniani et Niccolò de Grimaldi Ceba) étudierait la requête du duc Philippe le Bon [doc. III]. Le 15, devant le notaire Paolo Recco, Martin Afonso de Oliveira et Mathelin Taget exposaient le point de vue bourguignon [doc. IV]. Durant le mois de mai, les commissaires menèrent leur enquête. Ils entendirent les envoyés de Philippe le Bon, puis Marco et Agostino Maruffo qui, tout en exposant leur vision des faits, refusèrent de défendre leur père ainsi que ses biens. Ils retrouvèrent aussi la femme d'Oliviero et sa bru (la femme de Giacomo?). Comme Oliviero Maruffo était absent de Gênes et qu'aucun de ses biens ne s'y trouvait, ils montrèrent l'impossibilité d'une action contre lui. Finalement, lors d'une nouvelle réunion du doge et du conseil, le 1^{er} juin, il fut décidé de nommer le vicaire ducal, ou tout autre magistrat qui serait préféré, pour rendre le *«ius summarium et expeditum»* en faveur des Bourguignons contre Oliviero Maruffo et ses biens [doc. V].

Vu la situation, les Bourguignons ne durent rien obtenir. Cependant un rebondissement se produisit avec le retour d'Oliviero Maruffo à Bruges, à une date indéterminée mais avant 1458. Il fut immédiatement jeté en prison. En 1458, Waleran de Wavrin, le chef des forces bourguignonnes lors de la croisade de 1444, envoyait une nouvelle requête au duc Philippe le Bon à propos d'une robe chargée d'orfèvrerie et bordée de zibelines, d'une heuque (hoqueton) aussi d'orfèvrerie et de vaisselle d'argent d'un poids d'environ cinquante marcs, le tout d'une valeur de mille ducats, qu'il avait engagés à Péra pour payer les dépenses de la nave et qu'aurait aussi dû rapporter Maruffo. Or dans cette requête il indique qu' *«icellui Olivier est ung chetif qui n'a riens et pourriroit plustost en prison qu'il en restituast ung denier»* ⁽⁴²⁾. En vertu de lettres patentes du duc données le 18 juillet 1462, Wavrin reçut un dédommagement d'un montant de mille ducats et pour le clerc qui a rédigé le registre des comptes ducaux Maruffo était toujours vivant et peut-être même libre ⁽⁴³⁾. En effet Oliviero Maruffo ne pourrait point en prison, comme son fils Giacomo vint -à une date indéterminée- y prendre sa place. Il semble qu'alors Maruffo fréquenta toujours plus ou moins la cour bourguignonne comme, à la suite de la mort de Philippe le Bon le 15 juin 1467, le nouveau duc Charles accorda, en octobre *«à Olivier Marouffle, la somme de seize livres dicte monnoye [de xl gros], pour samblable don à lui fait [pour soy aidier à entretenir en son service en consideracion des services qu'il a fais audit feu son pere (!)] à sondit partement [du duc Charles] de Brouxelles»* ⁽⁴⁴⁾. À cette époque, Maruffo devait bien avoir quatre-vingt cinq ans. Est-

ce à cause de la mort d'Oliviero, ou bien à cause de la prise officielle de possession du château de l'Écluse par le nouveau duc en avril 1468, ou encore à cause de ses noces avec Marguerite d'York en juin, que Charles le Téméraire, toujours aussi large et généreux, donna la liberté à Giacomo Maruffo et lui fit même, en juillet 1468, un don de 87 £ 10 s ⁽⁴⁵⁾.

Pour un contemporain, la vie d'Oliviero Maruffo serait certainement apparue comme un bon exemple de la loi de la roue de la Fortune. Pour un esprit plus lointain, la vie d'un tel homme permet de tracer un lien, même ténu, entre d'une part certains aspects de l'histoire de Gênes et des activités des Génois qui se déployaient entre la Flandre, le royaume de Grenade, Chio, Constantinople et Caffa, sans oublier la complexe situation italienne, et d'autre part certains aspects de la politique bourguignonne, avec des visées, semble-t-il, sur l'Italie, mais surtout imprégnée de l'idée de croisade en ce qui concernait le monde méditerranéen.

(1) On peut trouver une première esquisse de sa vie dans Armand GRUNZWEIG, *Un plan d'acquisition de Gênes par Philippe le Bon (1445)*, in «Le Moyen Age», XLII, 1932, pp. 89-90 et 103-105. Nous avons mené nos recherches dans les registres de la chambre des comptes des ducs de Bourgogne déposés aux Archives départementales du Nord (par la suite ADN) à Lille et à l'Archivio di Stato di Genova (par la suite ASG); nous remercions beaucoup Mlle Giustina Olgiati pour son aide à Gênes, ainsi que M. Enrico Basso pour la mention de certains documents.

(2) R. DOEHAERD et CH. KERREMANS, «Les relations commerciales entre Gênes, le Belgique et l'Outremont d'après les archives notariales génoises 1400-1440», Bruxelles-Rome, 1952; Jacques HEERS, «Gênes au XV^{ème} siècle. Aspects économiques et problèmes sociaux», Paris, 1961; Gian Giacomo Musso, «Navigazione e commercio genovese con il Levante nei documenti dell'Archivio di Stato di Genova (Secc. XIV-XV)», Rome, 1975; Michael BALARD, «La Romanie génoise (XII^{ème}-du XV^{ème} siècle)», Gênes-Rome, 1978; Ausilia ROCCATAGLIATA, «Notai genovesi in oltremare. Atti rogati a Pera e Mitilene» et «Atti rogati a Chio», Gênes, 1982.

(3) Georges BIGWOOD, «Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique du moyen âge», Bruxelles, 1921, pp. 134-135 et 128-129.

(4) DHOEHAERD et KERREMANS, n° 36, 61, 108, 121, 131, 132, 153 et 175.

(4bis) Une pièce trouvée alors que le texte de notre communication était déjà à l'impression indique qu'il s'agissait en fait d'un prêt fait en 1408 à l'occasion de la campagne contre Liège. Oliviero Maruffo avança la somme de 22000 écus, et le duc Jean sans Peur lui donna en gage un bijou (une fleur de lis) et assigna le prêt sur une aide du comté de Flandre de 20000 écus; les 1000 écus supplémentaires représentant les frais et pertes de change soutenus par Maruffo: «Par le ij^e compte de Godeffroy le Sauvaige, receveur general de Flandres, d'un an feny à la Saint-Jehan M cccc et dix inclux. A Jehan de Pressy [receveur général de toutes les finances en 1408], la somme de xxij^m escus qu'il reçut comptant de Olivier Maroffe, marchant genevoiz demourant à Bruges, pour prest par lui à mondit seigneur es mois de juillet et aoust iiij^e et viij pour convertir ou voiaige du Liege. Et se fist icellui prest tant par changes et vendues de denrées comme autrement; et aussi moyennant ce pour la seurté du paiement d'icelle somme mondit seigneur bailla audit Olivier par maniere de gaiges sa belle fleur de liz; et le fist assigner sur sa recepte de Flandres d'icelle somme et sur ung aide de xx^m, escus a lui octroïé par sondit pais. Laquelle fleur de liz fur en gaigne j an ou plus dessoubz ledit Olivier, par quoy il y eust de perte de change ix^c, escus d'or, comme par certification de Monbertaut et Dine Responde est apparü; duquel frait et perte de change mondit

seigneur a voulu estre deffrayé ledit Olivier comme par son mandement rendu sur ledit compte appert. Pour ce sur ledit de Pressy, xx^m, escus» (ADN, B 17607).

(5) ADN, B 1903, f° 278v°.

(6) *Ibidem*, f° 252v°-253.

(7) ASG, Archivio segreto 3022, doc. 67 (21 avril 1423) et doc. 31 (8 mai 1423).

(8) Agostino GIUSTINIANI, «Castigatissimi Annali», Gênes, 1537, f° 187.

(9) Courtrai, Stedelijke Openbare Bibliotheek, fonds Goethals-Vercruysse, Ms. 322, f° 90-91. Il est souvent indiqué dans les biographies de Jan van Eyck que le célèbre peintre fit aussi partie de cette ambassade, ce qui est faux comme son nom n'apparaît jamais dans les comptes.

(10) ADN, B 1938, f° 163v°-164.

(11) *Ibidem*, f° 257-259v°.

(12) *Ibidem*, f° 165-165v°.

(13) Cf. note 10.

(14) *Ibidem*, f° 170v°.

(15) Werner PARAVICINI, *Die Hofordnungen Herzog Philipps des Guten von Burgund. Edition*, in «Francia», 13, 1985, n° 155 et 173, pp. 203 et 205.

(16) ADN, B 1942, f° 58v° et 80, 67v°-68, 93v°, 148.

(17) ADN, B 1951, f° 85v°.

(18) ADN, B 1945, f° 115-115v° et 186.

(19) ADN, B 1957, f° 88.

(20) ADN, B 1951, f° 61 et 81v°; B 1957, f° 224-224v° (pour la mission à Genève); B 1951, f° 124v° (pour la citation); f° 85v° (pour le don).

(21) ADN, B 1954, f° 58.

(22) ASG, Archivio segreto 2731, doc. 24.

(23) N. JORGA, «Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV^{ème} siècle», 3^{ème} série, Paris, 1902, p. 72, n. 1; voir aussi ASG, Archivio Segreto 1786, f° 470 r°-v°, n. 1001 (24 juillet 1441), et 3036, n. 98 (13 mai 1446).

(24) Giustina OLGATI, *Angelo Giovanni Lomellino: attività politica e mercantile dell'ultimo podestà di Pera*, in «La Storia dei Genovesi», vol. IX, Gênes, 1989, p. 178, n. 41.

(25) C. DESIMONI et L.T. BELGRANO, *Documenti ed estratti inediti o poco noti riguardanti la storia del commercio e della marina ligure. I. Brabante, Fiandra e Borgogna*, in «Atti della Società ligure di stori patria», vol. V, 1867, LXIX, p. 417.

(26) ADN, B 1979/58722 (rôle de dépenses pour la grande nave du duc pour mai 1443: Maruffo a vendu du vernis pour armures, soixante pavois, a servi d'intermédiaire pour l'achat de toile et de fil pour faire des voiles et pour leur couture, ainsi que pour les taxes sy rapportant). Pour la participation des Bourguignons à la croisade de 1444, nous nous permettons de renvoyer à notre article: J. PAVIOT, *La piraterie bourguignonne en mer Noire à la moitié du XV^{ème} siècle*, in «Horizons marins, itinéraires spirituels (V^{ème}-XVIII^{ème} siècles)», vol. II: «Marins, navires et affaires», Paris, 1987, pp. 203-214.

(27) DESIMONI-BELGRANO, LXXI-LXXII, p. 418.

(28) ASG, Archivio Segreto 2707A, n. 96 (428-432).

(29) GRUNZWEIG, p.107. Maruffo était membre des Guelfes; à une date (indéterminée), son parti lui demanda de se rendre auprès du roi de France pour lui faire allégeance mais il refusa (*ibidem*, p. 108).

(30) ADN, B 1988, f° 85, déjà cité par GRUNZWEIG, pp. 83-84

(31) GRUNZWEIG, pp. 81-110, le document aux pp. 106-110.

(32) ADN, B 1988, f° 45v°. Pour ce qui suit, voir doc. IV et V.

(33) ASG, Archivio Segreto 3036, n. 105, où il est cité comme membre du «*magnificum officium dominorum uiginti prouisorum*» (19 mai 1446); il eut aussi à traiter de la révolte des patrons contre le doge Adorno: Giustina Olgiati, *Genova, 1446: la rivolta dei «patroni» contro il dogato di Raffaele Adorno*, in «Nuova rivista Storica», vol. LXXII, 1988, pp. 389-464 (aux pages 425, 426 ET 458).

(34) ADN, B 1994, f° 148v°.

(35) Roger DEGRYSE, *De Bourgondische expedities naar Rhodos, Constantinopel en Ceuta, 1441-1465*, in «Marine Academie. Medelingen / Académie de Marine. Communications», vol. XVII, 1965, bijlage 5, pp. 250-252 (ce document donne une chronologie des déplacements de Fâret Hollet).

(36) ADN, B 1996, f° 15v° (14 nov.), 16 (18 nov.), 17 (27 nov.) et 20 (en nov.). Le 4 décembre 1450, la Seigneurie de Gênes écrivait aux bourgmaîtres et échevins de Bruges ne pas vouloir s'immiscer dans cette querelle contre Giacomo Maruffo (DESIMONI-BELGRANO, XC, p. 426). Le duc Philippe le Bon ne récupéra ses bijoux qu'en 1455 auprès de Carlo Lomellini (ADN, B, 2020, f° 124v° et 459v°-460; BIGWOOD, p. 496, n. 1).

(37) ASG, Archivio segreto 3037 (16 février 1448).

(38) Gabriella AIRALDI, «Genova e Spagna nel secolo XV. Il 'Liber damnificatorum in regno Granate' (1452)», Gênes, 1966, doc. 12 et 14.

(39) ADN, B 1988, f° 45v°.

(40) ADN, B 1997/60127; ce document va être édité prochainement dans notre article 'Croisade' bourguignonne et intérêts génois en mer Noire au milieu du XV^{ème} siècle.

(41) ASG, Archivio Segreto 53/548, f° 27v°.

(42) N. IORGA, *Les aventures «sarrazines» des Français de Bourgogne au XV^{ème} siècle*, in «Mélanges d'histoire générale», Cluj, vol. I, 1927, doc. IV, p. 46.

(43) ADN, B 2045, f° 249v°, avec cette mention: «*Soit prins garde que se Olivier Marouffle denommé ou teuxte recevoit a convalence de biens de recouvrer ces mille ducas, qu'il a convenu par sa faulte que monseigneur ayt recompensé ledit sire de Wavrin*».

(44) ADN, B 2064, f° 353.

(45) ADN, B 2068, f° 127: «*À Jaques Maroufle, prisonnier ou chastel de l'Escluse, la somme de quatre vins sept livres dix solz dudit pris [de xl gros] que mondit seigneur luy a ordonné pour une fois par pitié et en aumoisme et pour luy aydier à partir hors desdites prisons*».

I

8 octobre 1443

Archivio di Stato di Genova,

Archivio Segreto 1788 (*Litterarum* 12), n° 1096 f° 448-448v°

Illustrissimo et preclarissimo principi et domino Philippo, Dei gratia Burgundie, Brabantie et Limburgie duci, comiti Flandrie, Arthesii, Burgundie, Hannonie, Holandie, Zelandie et Namurci, patri et benefactori nostro colendissimo.

Nunquam nobis incognitum fuit, illustrissime et preclarissime princeps et domine pater et benefactor noster colendissime, quantum excellentie uestre deberemus, cum propter recentia eius beneficia, tum propter ea que ab clarissimis maioribus uestris in nostros multipliciter collata fuisse non ignoramus, que tamen maiorem in modum auctu esse uidemus ex iis que egregii uiri Oliuerius Marrufus primum et postea Thomas Narducii nobis suo nomine rettulerunt, pro quibusdem habemus benignitate uestre generosas et quidem ingentes ac immortales. Nec aliquid est quod tantopere cupiamus, quem dare nobis occasionem qua possimus / animum ac studium nostrum erga sublimitatem uestrem operibus declarare. Ad ea autem que Oliuerius ipse nobis renunciauit, aut nos aut ipsea suo tempore rescribet celsitudini uestre. Super his uero que postremo idem Thomas rettulit, dedimus illi responsiones quas excellentie uestre referre poterit. Hoc autem summo affectu eandem precamur ut persuadeat sibi futurum nobis iocundissimum si qua in re possimus uobis suis gratificare, nanque iis que dignitatem et amplitudinem uestram respiciant. Nunquam diligentia, studio, ardore decrimus. Data viii^a octobris.

Raphael dux.

II

8 octobre 1443

Ibidem, n° 1097, f° 448v°

Domine Isabelle ducise Burgundie

Quanquam semper et omni tempore magnopere optauerimus, illustrissima et clarissima princeps, uotis uestris gratificari; postquam tamen egregium ciuem nostrum Olivierium Marrufum audiuius, facile cognouimus quantum excellentie uestre debeamus. Rettulit enim nobis latissimas oblationes et singularem in nos affectum sublimitatis

uestre. Que audita maximam nobis leticiam ut par est attulerunt, et nos celsitudini uestre maiorem in modum deuinxerunt. Quam ob rem cum uehementer cupiamus dignitati uestre inseruire; eam precamur ut siquod est, quod putet effici posse gratum sibi; id quicquid erit nobis significari iubeat. Quam nunquam studio et ardore amplitudini uestre descriamus. Data ut supra.

Raphael dux.

III

12 mai 1452

Ibidem, Archivio Segreto 552, f° 46 r°-v°

Nunciorum domini ducis Burgundie

Mcccclii^o, die xii^a maii

Illustris et excelsus dominus Petrus de Campofregoso, Dei gratia dux Ianuensium, et consilium dominorum Antianorum communis Ianue in legitimo numero congregatum, quorum tunc presentium hec sunt nomina:

Bartholomaeus Parriciolla prior	Anfreonus Centurio
Babilanus de Nigro	Baptista de Sancto Nazareo
Francus de Francis Turturinus	Carolus Lomellinus
Nicolo de Flisco	Hieronimus Clauarinus et Phylippus de Serenzano notarius

Cum accepissent hesterna die litteras illustrissimi et preclarissimi principis domini Phylippi duci Burgundie etc., datas in oppido Bruxellensi die xxiii^a martii superioris, quibus significabat Ianuam ab se mitti spectatos uiros Martinum Fonse d'Oliuires, scutiferum suum, et Mathelinum Taget, iusticiam nomine excellencie sue petituros aduersus Oliuerium Marrufum et bona eius, deinde audissent ea que prenominati Martinus et Mathelinus tunc referre uoluerunt, eisdem tandem responderi iusserut esse in Ianuensi urbe multos ac uarios magistratus et quosdam quidem ciues, quosdam autem peregrinos, admodum aptos sancte ac religiose ius reddere. Ex his omnibus ipsi Martinus et Mathelinus eum sibi deligerent quemcunque mallent, ipsos enim illustrissimum dominum ducem et consilium paratos esse magistratum quemcunque ipsi nominassent cogere ut eis redderet ius summarium et expeditum; uel si Martinus et Mathelinus ipsi

mallent constitui sibi nouum magistratum qui rebus eorum intenderet, se quoque paratos esse constituere eis specialem magistratum. Postque omnia cum hodie uocati et auditi fuissent Marcus et Augustinus Marrufi ac petissent exemplum sibi dari supradicatum litterarum, et iidem spectabiles Martinus et Mathelinus respondissent se petere ut sibi constituentur duo aut tres prestantes ciues qui petitiones // ipsorum intelligant easque ipsis illustrissimo domino duci et consilio referant. Obtemperantes eorum uoluntati, creauerunt et constituerunt nobiles ac prestantes uiros Nicolaum Iustinianum, quondam domini Francisci militis, et Nicolaum de Grimaldis Cebam, quibus uirtute huius creationis sue committunt ut petitiones ipsorum Martini et Mathelini audiant; audiant itidem prenomatos Marcum et Augustinum et alium quemuis que nomine ipsius Oliuerii comparere uoluerit; deinde, uisis uidendis et auditis audiendis, referant eisdem illustrissimo domino duci et consilio non uerbo sed scripto quicquid in ea materia inuenerint et quid censeant super petitionibus ipsorum Martini et Mathelini faciendum esse.

IV

15 mai 1452

Ibidem, Notaio Paolo Recco, Filza 5

Coram uobis spectabilibus et egregiis uiris dominis Nicolao Iustiniano et Nicolao de Grimaldis Ceba, ciuibus ciuitatis Ianue, commissariis et delegatis illustris et elcelsi domini ducis Ianuensium et magnifici consilii dominorum Antianorum ciuitatis Ianue constituti, spectabiles uiri Martinus Fonse de Olivera, scutifer illustrissimi et excellentissimi principis domini duci [alle, hallobrogum, rayé] Burgondie [que ducis, rayé] etc., et Mathelinus Thaget tanquam legati prefati illustrissimi domini ducis Burgondie exhibent et presentant scripturam infrascriptam ex iydioate uulgari gallico in latinum conuersam et cuius quidem scriptis in latinis uerbis tenor talies est.

Sicuti ueritas se habet, nos Martinus Fonse de Olivera, scutifer scutiferie prepotentis et elcelentissimi domini nostri ducis Burgondie etc., et Mathelinus Thaget parte prefati domini nostri duci [huc, rayé] Ianuam uenimus [et detulimus, rayé] et prefati principis litteras detulimus directas illustrissimi domino duci Ianuensium magnificisque Antianis ciuitatis Ianue, que per nos prius presentatis a parte fuerunt et lecte coram magnificentis predictis nobis presentatibus, a parte fuerent et lecte coram magnificentis predictis nobis presentibus, que scilicet littere tangebant factum [magne, rayé] nauis magne prefati

domini ducis Burgondie, et Oliverii Marruffi prout plenius apparet et continetur in dictis litteris. Et ultra habuimus commissionem pro parte prefati principis nostri debere proferre aliqua uerba super facto hoc dicte nauis secundum quod in litteris continetur, que uerba sunt hec.

Quod uidelicet ipsis domino ducis et [cons, rayé] Antianorum consilio placeat ius facere et reddere de Oliuerio Maruffo, eorum concie et dicte ciuitatis Ianue, ad complendum et obseruandum tractatum per Iacobum Marruffum, filium ipsius Oliuerii, factum nomine ipsius Oliuerii eius patris cum prefato / illustrissimo principe, habente dicto Iacobo potestatem a dicto eius patre illud agenti, quod tunc ostendit per litteras signatas manu dicti eius patris continentes se habiturum profacto omne, id quod dictus Iacobus faceret de et in predictis, uigore cuius tractatus dictus Oliuerius tenebatur intercipere omnimode dictam nauem que tunc erat in Peyra et debeat disbligare dictam nauim, soluerendo omne id de quo et ad quod ipsa nauis esset obligata in partibus illes et illam conducere Frandiam in termino anni unius. Et ad predicta perfitiendum prefatus princeps noster fecit deliberari et dari dicto Oliuerio summam ducatorum septem milium in modum infrascriptum et prout in uidelicet in contantis ducatos quinque milia, ex quibus quinque millibus tria millia fuerunt sibi dati in Bruges et duo millia in Peyra in banco domini Thome Spinule bancherii, quam duorum milium summam Marcus Marruffus, filius dicti Oliuerii alius, habuerat a prefato principe nostro et reliquerat supra dicto banco; et in alia parte in quodam iochale ipsius principis quod habuit dictus Oliuerius nec inde restitutum ipsi principi ducatos alios duo milia facientos complementum dictorum ducatorum [duorum, rayé] septem milium. Supraplus uero quod dicta nauis forsitan debuisset et si dare debuisset in illis partibus ultra dictam summam ducatorum septem milium usque uidelicet in summam ducatorum undecim milium uel circa et quod dictus Oliuerius ostenderet per certificationem Fastret Hollet, scriba [un m final rayé] dicte nauis soluisse, prelibatis princeps teneretur eidem Oliuerio solui facere, postquam peruenisset ipsa nauis in Frandiam, omne uero proficuum quod dictus Oliuerius ad se trahere posset [et, rayé] ac consequi et habere durante dicto uiagio deberet esse dicti Oliuerii [et ad se spectare, rayé] et sibi restare. [Quod, rayé] Quiquidem tractatus fuit factus per eundem principem com dicto Iacobo, nomine dicti eius patri tunc agente, promisitque quilibet eorum pro parte eorum [récrit sur eos] [tangente, rayé] // et quemlibet eorum tangente inuicem et uicisim attendere, tenere et complere tractim ac in contrarium minime facere necnon et in

robur et testimonium premissorum. Prefatus princeps noster tractatum predictum presentem manu sua signauit similiter et signauit manu sua dictus Jacobus recognitusque fuit coram Mauritio de Hosela, dicto Thaure, notario apostolico et imperiali, die secunda mensis septembris anni de MCCCCxxxvii. Quiquidem Oliuerius habuit dictam pecuniam dictumque tractatum, Peyram [que, rayé] perrexit detulitque secum quasdam litteras in pergamento scriptas dirrectas [dicto, rayé] in Martino tunc capitaneo dicte nauis sigillatas paruo sigillo prefati principis nostri, quibus litteris idem princeps mandat ipsi Martino ut deberet dare et consignare dictam nauem dicto Oliuerio com omnibus furcimentis et armamentis seruientibus dicte naui ut ex ea naui fieret, id quod prefatus princeps ordinauerat et decreuerat secundum certum pactum per eum factum cum dicto Oliuerio siue cum illo cui uices suas commiserat. Quibus uisis litteris et earum uigore, ego dictus Martinus dicto Oliuerio consignauit dictam nauem cum omnibus furcimentis secundum inuentarium signatum manu dicti Oliuerii et com omnibus obligationibus et debitis in quibus dicta nauis poterat [obligari, rayé] esse obligata et in modum predictum dictus Oliuerius illam requisiiuit et recepit de quibus fuit facta scriptura quam ostendemus si erit neccesse simul cum litteris prefati principis nostri. Consignata uero dicta nui dicto Oliuerio ut supra, idem Oliuerius illam conduxit Chium, in quo loco illam nauilizauit et carrigauit causa cum ea ueniendi Frandriam quod minime / fecit nec obseruauit secundum quod promississet non interuento seu occurso dicto Oliuerio aliquo impedimento quod uiagium suum cessare fecerit, uidelicet uoluntarie illam conduxit in portum Ianue quo uenire non debebat. Famam mittendo et spargendo nauem ipsam esse ueterem [et secure navigare non posse, rayé] et quod ultra incedere non [posse, rayé] poterat, et nichilominus tempore pactorum predictorum ut supra de ipsa naue per eum initorum et quo fuit dicta nauis super onere ipsius Oliverii et eius expensis propter dictum tractatum de ea ut supra factum erant anni septem et menses duo quibus fuerat uarata et duabus uicibus monstraauerat carenam et semper bene stagna fuerat, et prelibatis quippe princeps noster bene informatus fuit et aduisatus, ultra ea que ipse sciebat de dicta naui, a gentibus scilicet [cognoscentibus, rayé] et praticiis similium eaque cognoscentibus qui uenerant super dicta naui quod ipsa nauis erat fortis et bona posse nauigare et ire uersus Friandriam et alias partes similiter, et a certis Catalanis mercatoribus qui etiam super ipsa naui uenerant conquerentibus se per litteras eorum dirrectas ipsi principi nostro ostendendas si et quatenus erit expediens quod dictus Oliuerius ipsos conduxerat Ianuam, in quo loco fecerat eos soluere aliquis dritus

quos soluere non debebant, et quod hoc Ianuam uenire non fuit defectu nauis que non bene posset explere uiagium suum versus Maioricam [Maioricham, h barré] quo ire promississet et exinde Frandriam. Et similiter, dum esset dictus Oliuerius in Chio, rescripsit dicto principi nostro quod dicta nauis erat bane stagna et refacta omni et quacunque re neccessaria ipsi naui nichilque deficiebat pulcrumque erat illam uidere et quod erat recessura per totum mensem ianuarii, quo mense fuerunt dicte littere scripte, causa ueniendi Saonam, Maioricas et Sclusas; deinde uero ad menses quatuor // uel circa illam conduxit in portum Ianue, nullo interueniente inconuenienti ut dictum est, in quo portu Ianue illam marcidam effici consumi et desuastari et conclusiue destrui et demoliri promisit ex omni ipsius parte quod minime cogitabamus debere reperire; nec similiter arbitrabatur hoc prefatus princeps nec sciebat et quidem, cum [idem princeps, rayé] id ad aures prefati principis nostri perueniet [peruenient, n barré], indigne accipiet ac non gratum. [Et, rayé] Et propterea nos a [uobis, rayé] dominationibus uestris requerimus ut contra dictum Oliuerium ius fiat et ultra ex commissione seu mandato prefati principis nostri requerimus quod eidem restituantur bombarde relicte per dictum Oliuerium in Peyra quas omnimode habere intendit nec uult aliquammodo eas ibi stare. Similiter requirimus ius [ne, rayé] fieri contra et aduersus eos qui fecerunt destrui dictam nauem, de quibus non parum mirandum putamus quod ita audaces fuerint in destruendo [dictam nauem, rayé] ac demoliendo dictam nauem absque licencia prefati principis cuius erat in [p, rayé] modum predictum quod cessit ad dedecus ipsius principis cui nullum honorem exhibuerunt.

Sed postquam ita res se habet nos [comprouisse, rayé] reperisse nauem sic destructam quod non credebamus, requerimus ut saltem furcimenta dicte nauis, uidelicet uella, anchore, sartie, bombarde et armamenta ac alie res que erant in dicta naui, de quibus prout per inuentarium apparet collocentur in aliquo loco ut non deuastentur quousque prefatus princeps noster ordinauerit quid sibi placuerit.

+ MCCCCLii die lune xv Maii in tertiis in logia magnifici et prestantis Alberghi de Iustinianis

Deposita et presentata fuit suprascripta scriptura in presentia prefatorum dominorum Nicolai Iustiniani et Nicolai de Grimaldis Ceba commissariorum et delegatorum ut supra per dictos Martinum et Mathelinum dictis nominibus et [rayé: eis] lecta per me Paulum de Recho notarium infrascriptum ad eorum plenam intelligentiam. / Qui domini commissarii et delegari predicta admitterunt etc.

12 mai-1^{er} juin 1452

Relatio de pertinentibus ad illustrissimum dominum Burgundie
contra Oliuerium Marrufum

Ibidem, Archivio Segreto 3040 (*Diversorum communis Ianue* filza 20)

In nomine Domini, amen. Uobis, illustri et exelso domino duci Ianuensium et magnifico consilio dominorum Antianorum ciuitatis Ianue, nos Nicolaus Iustinianus, quondam bone memorie domini Francisci Iustinia[n]i militis, et Nicolaus de Grimaldis, olim Ceba, commissarii et dellegati dominacionum prelibitarum super ipsas uigore et ex forma cuiusdam publici rescripti rogati manu Iacobi de Bracelis, cancellarii cuius tenor sequitur ut infra.

[*Copie du document III*]

//Uisis dicto rescripto et commissione ut supra nobis facta, requisicionibus et scripturis coram nobis depositis per dictos Martinum et Mathelinum auditis etc., ipsis oretemus et etiam auditis dictis Marcho et Augustino Marruffis, quos etiam interrogauimus si uolebant deffendere dictum Oliuerium [nobis, rayé] uel eius bona, et responderunt quod non, sed asseruerunt se uele dicere quedam pro informacione nostra, que dixerunt, presentibus, audientibus et intelligentibus dictis Martino et Mathelino. Sumptis etiam informacionibus quas habere potuimus in pretacta materia nobis comissa, uisique etiam et dilligenter inspectis litteris illustrissimi et excellentissimi domini ducis Burgundie etc. datis in oppido Bruxelensi di xxiii marcii.

Christi beatissimeque Marie Uirginis nominibus inuocatis eorumque nomina semper habendo pre oculis et in mente. Dicimus et refferimus in omnibus et per omnia pro et in.

Uidelicet nos inuenisse dictam nauem de qua in dictis litteris sit mentio tanquam uetustam, marcidam et subiacentem euidenti periculo celeris submersionis fuisse destructam et demolitam per dictum Augustinum Marruffum, constitutum per dictum Oliuerium patronum, gubernatorem et ductorem dicte nauis propter periculum imminens submersionis, de qua plurimi periti in arte prius et ante dictam demolicionem attestati fuerunt, et ne damnum inserret portui Ianue et ceteris nauibus tunc in eo existentibus; ipsosque Martinum et Mathelinum coram nobis uerbo et in scriptis narrasse dictum Oliuerium deuenisse ad certa pacta et conuenciones cum prelibato illustrissimo domino duce Burgundie, quibus per eos dicitur fuisse per dictum Oliuerium / multipliciter contrafactum et propterea requisuisse eis contra dictum Oliuerium iusticiam ministrari, et etiam

restitui bombardas per dictum Oliuerium relictas in Peira, et etiam uella, anchoras, sarciam et omnia alia utensilia ac fulcimenta dicte nauis, et etiam eis ministrari iusticiam contra illos qui fecerunt destrui dictam nauem. Supradicta tamen pacta non uidimus, nec coram nobis aliquae probaciones facte fuerunt. Dicti tamen Marcus et Augustinus pro informacione nostra dixerunt bombardas que erant in Peira, fulcimenta, utensilia et apparatus dicte nauis uenditas et seu alienatas uendita et seu alienata [sic] fuisse pro satisfaciendo nonnullis creditoribus dicte nauis, cum tamen plurimi creditores dicte nauis adhuc sint qui eorum solucionem non habuerunt. Et inter ceteros adest creditor dicti Oliuerii ac dicte nauis Thomas Spinula, burgensis Peyre, de ducatis duobus millibus pro quibus dictus Oliuerius fecit sibi litteras cambii pro loco Bruges, quibus responsionem non fuit. Et postquam nichil aliud coram nobis probatum fuit et dicti Martinus et Mathelinus coram nobis attestati fuerunt se amplius nolle aliquid dicere hac causa, refferimus per prelibatum illustrissimum dominum ducem et consilium fore prouidendis in hac forma, scilicet dandum esse magistratum dictis Martino et Mathelino et [quibuscu, rayé] quibuscunque agentibus pro prelibato illustrissimo domino duce Burgundie qui eisdem ministret iusticie complemtum contra et aduersus dictum Oliuerium absentem et curatorem datum bonis ipsius tanquam absentis et etiam contra quamcunque aliam personam quam agentes pro prelibato // illustrissimo domino duce Burgundie quam tendant nominibus quibus agunt eis esse obligatam, causa et seu occasione dicte nauis uel alia occasione et hoc summarie simpliciter et de plano sine strepitu et figura iudicii sola facti ueritate inspecta et remotis tam laconibus quibuscunque et si potius uellet alium magistratum ordinarium ciuitatis Ianue eis concedatur quem elegerint. Refferimus etiam nos inuenisse uxorem et nurum dicti Oliuerii, eo absente, non in aliquam fraudem prelibati illustrissimi domini ducis Burgundie, sed pro conseruacione iurium di talium suorum fuisse consecutas solucionem pro earum dotibus in bonis dicti Oliuerii, ad inopiam uergentis, seruata forma iuris et statutorum ciuitatis Ia[nuens]is, et hoc quia instabant alii creditore dicti Oliuerii, qui solucionem in eius bonis fieri procurabant et ne indotate permauerent et non solum iure municipali, sed etiam iure comuni permittitur mulieri et nurui solucionem consequi pro dotibus in [bo]nis uiui uel soceri ad inopiam uergentis.

Refferimus etiam et commemoramus scribendas esse litteras prelibato illustrissimo domino duci Burgundie parte celsitudinis et dominacionum prelibatorum in quibus inter cetera eidem nunciatur summe displicere dominationibus prelibatarum si Oliuerius ipse aliquas

conuentiones et pacta cum celsitudine sua nuda uiolauit. Narretur etiam status in quo nauis ipsa erat tempore quo destructa fuit per dictum Augustinum qui gubernacioni dicte nauis prefectus fuerat per ipsum Oliuerium et etiam qualiter magistratus datus fuit qui iusticiam administret et qualiter bombarde, apparatus et fulcimenta nauis fuerunt alienata partim per ipsum Oliuerium, partim per ipsum Augustinum ut fertur pro sati[s]facie[n]do non nullis creditoribus dicte nauis, ex quibus adhuc remanent plures creditores non paruam quantitatem peccunie recipere [restant, rayé] debentis nec tamen hactenus solucionem suam habere petuerunt, et si aliud intelexissent dominaciones uestre agere posse quam actum fiunt, id fecissent propter eius reuerenciam. Si tamen propter inopiam / et impotenciam dicti Oliuerii dominatio sua non posset per aliquo suo credito liquidato uel liquidando suam solucionem consequi, non posset aliquid imputari dominacionibus uestris, que non existentibus bonis, nullam execucionem realem facere possent nec personalem, quia Oliuerius ipse apud nos non est, [et, rayé] alia etiam dicantur dictis litteris que uidebuntur memoratis dominacionibus expedire.

In nomini Domini, amen. Anno dominice Natiuitatis MCCCCLii^o, die iouis prima iunii. Illustris et excelsus dominus Petrus de Campofregoso, Dei gratia dux lanuensium, et magnificum consilium dominorum Antianorum comunis lanue in pleno numero congregatum, intellectis relatione ipsa et contentis in ea, secuti formam eius, omni iure ac uia quibus melius potuere, ratificauerunt et comprobauerunt eam et contenta in ea, pronunciantes in omnibus et per omnia prout ex ea faciendum declaratur. Deinde coram se uocatis prestantibus uiris Martino et Matellino prenominalis obtulerunt eis optione cuiuslibet magistratus ex omnibus qui lanue ius reddunt. Et si forsitan mallent specialem sibi magistratum delegari, eum quoque illis obtulerunt, quem nominassent qui reddat eis ius summarium et expeditum, reiectis dilationibus et subterfugiis et sola facti ueritate inspecta. Cumque ipsi Martinus et Matellinus respondissent non esse sibi ullo modo animum in hac urbe litigandi, et satis esse sibi ut ad litteras illustrissimi domini ducis // Burgundie quas attulerunt, respondeatur cum non intendat iudiciorum dilationes expectare. Tandem ipsi illustris dominus dux et consilium, ut omnes intelligant esse eis precipuam iusticie curam, presertim in iis ad illustrissimum dominum ducem Burgundie aut suos, quouis modo pertineant, creauerunt et constituerunt eisdem Martino et Mathellino et cuius alii nuncio uel procuratori ipsius illustrissimi domini ducis Burgundie, et uirtute huius probationis constituunt clarum leg[um] d[octorem] dominum uicarium ducalem; et casu quo alium

magistratum mallent, eum uolunt ac decernunt esse sibi constitutum, quem nominauerint qui reddat eis ius summarium et expeditum, sine strepitu et figura iudicii sola facti ueritate inspecta, contra prenominalum Oliuerium et eius bona et contra quencunque alium aduersus que agere uoluerint causis et rationibus superius memoratis.